

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau
reseau.ecole-pcf@orange.fr
www.pcf.fr

n° 50 octobre 2011

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

DANS CE NUMÉRO



ÉDITORIAL

Diviser pour mieux régner. Par Marine Roussillon page 2

HOMMAGE À GEORGE SNYDERS page 3



LA PAROLE AUX PARENTS

Dans les quartiers, dans les villages, nous voulons l'école de l'égalité ! page 4

Un appel de parents pour l'école : campagne de propositions
et d'action. Par Marine Roussillon page 5

La place des parents à l'école. Par Patrick Hervy page 6

La place des parents à l'école. Par Sébastien Léger page 8

Quelle école pour quelle société ?
Par Bruno Tardieu, délégué national d'ATD Quart-Monde page 9



PROJET ÉDUCATIF : NOTES DES SECTEURS DE TRAVAIL

« Genre » et manuels scolaires : offensives conservatrices
et enjeux politiques de transformation sociale. Par Loïc Antoine page 11

Groupe de travail : quelle culture scolaire commune ? Contenus d'ensei-
gnements, curricula et programmes. Appel à contributions. page 13



DÉBATS ET ACTUALITÉ

Nouvelles de la rentrée page 14

Défendre et transformer l'école maternelle : suivi de la campagne page 16

Le réseau École dans les débats page 16

Agenda page 16

L'École dans l'Humanité page 18

diviser pour mieux régner

Mon devoir de chef de l'État, c'est d'abord de penser aux ouvriers, aux salariés et aux cadres, qui sont lancés dans la compétition internationale et qui ont besoin du soutien de l'État. Plus que de penser à ceux qui ont un travail difficile, mais qui ont un statut qui les protège.

Nicolas Sarkozy, homme fort occupé, et qui ne peut sans doute pas penser à deux choses en même temps, aimerait bien pouvoir oublier les enseignants. Mais ceux-ci se sont rappelés à lui avec force le 27 septembre dernier, en défilant nombreux contre les suppressions de postes et la casse du service public d'éducation nationale. Il a donc bien fallu y penser un peu, non pas pour répondre à leurs revendications (ça, c'est impossible, puisqu'il faut réduire les dépenses de l'État et garder tout de même un peu d'argent pour sauver les banques qui pourraient en avoir besoin), mais pour inventer un moyen de briser la mobilisation et de faire taire le mécontentement de plus en plus partagé, bien au-delà des rangs des enseignants. Il faut dire aussi que les attaques viennent de tous côtés, et que même l'OCDE accuse l'école française d'être particulièrement, et de plus en plus, inégalitaire.

Heureusement, le président a à sa disposition quelques vieilles recettes à utiliser en temps de crise. La première et la plus simple : diviser les travailleurs pour mieux leur faire avaler la pilule de la rigueur. Voici donc les fonctionnaires opposés aux salariés du privé au nom des privilèges que leur conférerait leur « statut ». Comme si le sacrifice de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires avait profité un tant soit peu aux ouvriers et aux cadres... En tous cas, cela n'a pas empêché les ouvriers de Grandange de voir leur usine fermer.

Au-delà de l'hypocrisie et de la stratégie politicienne, la petite phrase de Nicolas Sarkozy est cependant révélatrice des enjeux actuels du combat idéologique. D'abord, en affirmant que les fonctionnaires sont « protégés » par leur statut, Nicolas Sarkozy s'inscrit dans la grande campagne idéologique d'attaque du statut de fonctionnaire d'État, menée en ce moment aussi bien par la droite que par la gauche et les Verts. De plus en plus de personnalités politiques proposent de revaloriser le salaire des enseignants en contrepartie d'une remise en cause de leur statut. Il s'agit, comme c'est déjà le cas à l'université, de modifier la définition de la charge de travail, d'y inclure différentes tâches qui ne relèvent pas de l'enseignement (ce qui permettra d'ailleurs de supprimer des postes ailleurs), voire de moduler cette charge en fonction des établissements ou des individus. Tous ces projets oublient une chose : le statut n'a pas pour première fonction de protéger le travailleur. Il protège d'abord l'usager, en lui garantissant une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire national et quels que soient ses origines sociales ou ses moyens financiers. Il n'y a pas d'école de l'égalité sans statut de fonctionnaire d'État.

Ensuite, cette phrase suppose qu'en contexte de crise, l'État va devoir faire des choix, avoir des priorités. Bref, que la crise rend nécessaire la réduction de la dépense publique et que dans ce contexte de pénurie il faudra accepter que l'État ne remplisse plus qu'une partie de ses missions. Cette idée est aujourd'hui largement partagée, de la droite jusqu'au parti socialiste. Pourtant, de plus en plus d'économistes affirment que pour sortir de la crise, l'État doit non pas se retirer mais s'engager, et dépenser plus pour la formation et le développement de l'emploi. Et si, plutôt que de partir des contraintes économiques pour imposer des réformes réactionnaires et nier les besoins de la société, on raisonnait dans l'autre sens ? Si on partait des besoins de la société pour chercher les moyens de les satisfaire ? C'est tout le sens de la formule : « L'humain d'abord ! » qui sert de titre au programme partagé du Front de gauche. Nous avons besoin de développer les services publics. Trouvons les moyens de le faire ! Le Parti communiste (et le PGE) propose la création d'un fonds européen pour le développement des services publics, financé par création monétaire et capable de prêter aux États les moyens nécessaires pour développer la formation et l'emploi.

Enfin, en tâchant d'opposer les ouvriers et les cadres aux enseignants, le président veut occulter le fait que les politiques d'éducation et de formation ont des effets sur l'ensemble des salariés. Ainsi, la mise en place du livret individuel de compétences, qui se substitue progressivement aux diplômes, peut avoir des conséquences graves sur les conventions collectives : si une même formation n'est plus reconnue par une même qualification, comment développer des revendications collectives ? Avec le livret de compétences, la droite construit une école qui isole les futurs salariés. Au contraire, tous les salariés, qu'ils soient ouvriers ou cadres, ont intérêt à une école qui élève le niveau de formation dans toute la société et qui reconnaisse une même formation par une qualification commune.

Face à la crise, la droite n'a pas d'autre solution que de diviser les travailleurs, pour leur faire oublier qu'elle n'agit que dans l'intérêt des capitalistes et des banquiers. Elle mène une offensive idéologique forte pour imposer l'idée que la rigueur est inévitable, que les services publics sont un luxe et que les inégalités sont une fatalité. Nous ne pouvons pas nous contenter de résister. Notre responsabilité est d'affirmer la convergence des intérêts de tous les travailleurs dans le contexte de crise : nous avons tous intérêt au développement d'un emploi de qualité, qui passe par la relance de l'éducation et de la formation. Nous avons tous intérêt à une école de l'égalité, visant une élévation générale du niveau de connaissance. Construisons-là ensemble.

Marine Roussillon

déclaration de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

C'est avec beaucoup d'émotion qu'en quittant la manifestation parisienne pour l'école de ce 27 septembre, j'ai appris le décès de notre camarade Georges Snyders, dont le nom et l'œuvre resteront attachés au développement des sciences de l'éducation dans notre pays et à la recherche d'une pédagogie novatrice et généreuse.

Lui qui avouait encore tout récemment, à l'occasion d'une conférence organisée au printemps au siège du PCF pour fêter son 94^e anniversaire, qu'il y avait «trois hommes en [lui] : un communiste, un professeur et un musicien », avait su accueillir en lui leur rencontre pour notre plus grand bonheur.

Georges Snyders faisait de la joie et du plaisir d'apprendre, de l'exigence de contenus culturels de tous les domaines offerts à tous, de la lutte contre les inégalités sociales et de la démocratisation, ensemble, les fondements d'une conception de l'école et de

l'éducation qui participent de l'élévation et l'émancipation humaines. Georges était un homme humble et discret, éminemment attentif aux êtres qui l'entouraient ou qui croisaient son chemin, toujours disposé à l'échange, au partage, à l'entraide. En un mot, la fraternité.

Ce fut à son retour de déportation d'Auschwitz que Georges Snyders devint communiste ; de cette épreuve inhumaine dans les camps de la mort, il sut tirer une force, un élan de vie qui faisaient notre admiration et nous emplissaient de confiance et d'espoir. « Être communiste, disait-il le 3 mai dernier, c'est ressentir, presque viscéralement, que notre société ne constitue pas une communauté unie, où les intérêts et la vie de tous s'harmoniseraient ; notre société est en lutte contre elle-même ».

Georges Snyders n'est plus, mais sa pensée continuera de nous nourrir encore.

Les sciences de l'éducation sont en deuil : Georges Snyders est décédé

un article dans *l'Humanité* du 29 septembre

<http://www.humanite.fr/tribunes/les-sciences-de-l%E2%80%99education-sont-en-deuil%E2%80%89-georges-snyders-est-decede-480510>

Livre d'or

À la suite de l'annonce du décès de George Snyders, le réseau École a reçu de nombreux messages d'amis et de camarades.

En voici quelques-uns...

Pour ce qui me concerne, c'est un immense sentiment de tristesse qui m'envahit à la survenue du décès de celui qui, heureusement nous invite à faire vivre la joie à l'école !

Syndicaliste, militant pédagogique, élu du PCF, militant en politique, j'ai depuis les tous débuts de mon engagement professionnel nourri ma pensée et mes actes de ses travaux essentiels qu'ils savait si bien mettre en dialogue.

Paul Recoursé

Merci à Pierre pour sa déclaration admirable de sensibilité et de vérité. Merci au réseau École d'avoir diffusé le discours de Georges Snyders. Quelle belle leçon de lucidité, de démocratie et de simplicité ! J'en suis encore bouleversé.

Jean-Pierre Landais

le 94^e anniversaire de George Snyders

En mai dernier
une journée d'hommage à George Snyders
avait eu lieu à la Fédération de Paris.

On peut encore en lire les comptes-rendus
dans *l'Humanité* :

http://www.humanite.fr/02_05_2011-georges-snyders-%C2%AB-reconstruire-une-joie-nouvelle-%C2%BB-471331 □

http://www.humanite.fr/02_05_2011-hommage-%C3%A0-georges-snyders-communiste-professeur-et-musicien-471330

Le discours prononcé à cette occasion
par George Snyders :
Il y a trois hommes en moi :
un communiste, un musicien, un professeur
a été publié en brochure
et est disponible
auprès de la Fédération de Paris du PCF.

APPEL

*Dans les quartiers, dans les villages
on veut l'école de l'égalité !*

Faire des études, c'est nécessaire pour comprendre le monde. Et avoir un diplôme, c'est essentiel pour l'avenir, surtout pour nos enfants, qui ne pourront pas compter sur les relations et le piston. Nos enfants ont besoin de savoir qu'ils doivent travailler à l'école et que tout est fait pour les faire réussir. Dans nos quartiers, la plupart des parents encouragent leurs enfants. Mais il faut que les décisions politiques soutiennent cet effort. L'argent qu'on trouve pour sauver les banquiers, il doit aller à ce qui construit l'avenir, à l'école, à la santé, à l'égalité.

Par exemple, c'est humiliant de regrouper les enfants pour qui on n'essaiera pas d'enseigner tout le programme, mais seulement le socle commun. On ne peut pas savoir quand ils sont petits s'ils vont aimer ou pas les études. Beaucoup d'enfants sont dégoûtés des études déjà vers 13 ou 14 ans et ce n'est pas en les stigmatisant encore plus dans une école sans moyens qu'on va résoudre le problème ! Il faut leur donner envie, leur montrer un avenir. L'éducation est un droit ! Ce n'est pas non plus en faisant passer à la télé une poignée de gamins de ZEP qui vont dans des grandes écoles, que ça va faire le compte. On ne veut pas la charité et un ou deux exemples qui servent à masquer la misère. **On veut de la qualité partout, dans nos écoles et dans les autres. Il nous faut une autre politique. L'égalité !**

Pour l'égalité, il faut plus d'école, pas moins ! Avant, les enfants allaient à l'école à deux ans. Maintenant, la droite ferme les classes de maternelle. Les enfants doivent attendre un ou deux ans de plus pour entrer à l'école. La maternelle, c'est pourtant un grand pas pour se préparer au CP. En plus, s'il n'y a plus de place en maternelle, il faudra payer la crèche ou la garderie jusqu'à 5 ou 6 ans ! Combien de familles pourront se le permettre ? C'est le même problème si on réduit la journée scolaire : si les enfants sortent de l'école en plein après-midi, qui va les récupérer ? Toutes les villes n'ont pas les moyens de payer des centres de loisir. Alors, il faudra arrêter de tra-

vailler ? Que les femmes restent à la maison comme dans l'ancien temps ? C'est encore les familles qui ont le plus de difficultés qu'on enfonce.

L'égalité à l'école, ça commence par la gratuité. Il manque parfois du matériel dans certaines de nos écoles, et surtout elles ne sont pas égales d'une ville à l'autre. Alors, les écoles font beaucoup appel aux parents. Plus ça va, plus on nous demande de l'argent pour les sorties scolaires. Trois euros par ci, deux euros par là, ça fait beaucoup pour les familles nombreuses. Pourtant, l'école doit être gratuite, c'est à l'État de l'assurer !

L'école à l'école : les parents ne peuvent pas remplacer les enseignants ! Les enseignants en ont marre, on leur en demande trop ! Moins de formation, plus d'élèves en classe, le système leur met la pression. Au lieu de la pénurie, il vaudrait mieux payer leur formation et mettre plus d'adultes dans les classes. Il arrive que nos enfants rentrent le soir et ils n'ont rien compris à ce qui a été fait dans la journée. S'ils n'ont pas à la maison quelqu'un pour expliquer, c'est tant pis pour eux. La solution, ce n'est pas de se monter les uns contre les autres, parents et enseignants : au contraire, on est dans le même camp. Nous aidons nos enfants, mais on ne peut pas remplacer les enseignants. Faire faire un peu de devoir pour réviser, oui. Enseigner ce que l'enseignant n'a pas eu le temps de faire, c'est la catastrophe !

Démocratiser l'école, c'est faire toute leur place à nos enfants ! Nous en sommes convaincus : la transformation démocratique de l'école passe par la prise en compte des besoins de nos enfants. Déjà beaucoup de parents agissent dans leur quartier, leur village. Nous appelons tous les parents à rejoindre cet appel et à agir pour faire entendre leur désir d'égalité, de reconnaissance et de dignité : organisons des initiatives, des marches pour amplifier nos voix. Dans nos quartiers, dans nos villages, reprenons la main sur l'avenir de nos enfants.

pour signer l'Appel, envoyez vos coordonnées à :
reseau.ecole-pcf@orange.fr

retrouvez l'appel sur internet :
<http://reseau-ecole.pcf.fr/12595>

Premiers signataires : Ahamed et Safina Abdallah (La Courneuve, 93), Omar Bediaf (Gardanne, 13), Omar Benhamidou (La Courneuve, 93), Karim Benslimi (Gardanne, 13), Keltoum Benslimi (Gardanne, 13), Julie Boubli (La Courneuve, 93), Mériam Boudieb (Sassenage, 38), Messaoud Bouzenen (Nanterre, 92), Jésus Chamorro (Grenoble, 38), Yves Chaumard (Noisy le sec, 93), Jean-Marie Chevallier (Oissel, 76), Mendy Cissé (Valenton, 94), Carole Demaline (Grand Couronne, 76), Catherine Di Leo (Grenoble, 38), Jean-Toussaint Giacomo (Vitry, 94), Valérie Guillon (Nanterre, 92),

Leila Haddouche (Montreuil, 93), Isabelle Huchet (Les Dervallières, Nantes, 44), Jean-Michel Julie (La Courneuve, 93), Djeneba Keita (Montreuil, 93), Yacouba Keita (Romainville, 93), Korotoumou Keita (Saint-Ouen, 93), Anne Mkimini (Montreuil, 93), Monette Montel (Villejuif, 94), Christelle Porcu (Gardanne, 13), Raphaëlle Primet (Paris 20e), Claire Suaudeau (Grenoble, 38), Habib Traore (La Courneuve, 93), Nadine Villin (Nanterre, 92), John Voisin (La Courneuve, 93), Ali Wardi (La Courneuve, 93), Martine Winter (Bagneux, 92), Adgira Yousfi (Gardanne, 13).

UN APPEL DE PARENTS POUR L'ÉCOLE

campagne de propositions et d'actions

Marine Roussillon

La droite casse le cadre national du service public d'éducation en mettant en concurrence les territoires, les établissements, les personnels et même les élèves. Elle construit une école inégalitaire. Cette politique encourage les comportements individualistes. Elle entretient, chez les enseignants comme chez les parents, la peur des enfants des classes populaires, qui seraient « agités » et feraient « baisser le niveau ».

Pourtant, de plus en plus de parents, de familles, choisissent de se rassembler pour résister. Ils refusent de voir leurs enfants exclus de l'école. Ils s'emparent du débat sur la transformation de l'école, s'organisent pour reprendre la main sur l'avenir de leurs enfants et font entendre leur désir d'égalité et de dignité. Leurs exigences en disent beaucoup sur les transformations nécessaires du système éducatif. Elles rejoignent notre conviction qu'il est urgent de construire l'école de la réussite de tous.

C'est pour amplifier ces voix que le réseau École a décidé, en juin dernier, de lancer un appel de parents des quartiers populaires pour l'école. Pendant l'été, nous avons interviewé plusieurs familles de quartiers très populaires. L'appel *Dans les quartiers, dans les villages, nous voulons l'école de l'égalité* est le résultat de ces entretiens. Il a été rendu public à la Fête de l'Humanité et a recueilli à ce jour une cinquantaine de signatures dans toute la France.

Nous souhaitons maintenant donner une nouvelle dimension à cet appel, en en faisant un support de débats, de propositions et d'actions pour l'école sur tout le territoire et particulièrement dans les quartiers et les villages les plus populaires. Il ne s'agit pas d'une pétition, dont l'objectif serait de recueillir le plus grand nombre de signatures possibles. L'appel doit être utilisé comme un prétexte pour aller parler d'école dans les quartiers, avec les familles qui souvent ne se sentent pas autorisées à participer au débat, et qui pourtant ont beaucoup d'exigences à faire entendre.

Les initiatives à prendre sont multiples et variées : porte-à-porte, rencontres de voisinage, apéros politiques, pieds d'immeubles, sorties d'écoles...

L'appel peut aussi servir de support à des réunions : réunions publiques, rencontres entre parents, entre parents et enseignants, avec les élus...

Les discussions peuvent déboucher sur des déclinaisons locales de l'appel, sur des comptes-rendus dans la presse ou sur des interviews de signataires.

Enfin, ces initiatives peuvent permettre de prendre contact, de construire des réseaux et de s'engager dans des démarches d'élaboration collective de propositions pour l'école.

Il s'agit donc maintenant de faire vivre l'appel, pour travailler au rassemblement de tous ceux que la droite cherche à diviser. Ensemble, construisons l'école dont nous avons besoin !

LA VIE DE L'APPEL

La *Lettre du réseau École* rendra compte régulièrement des initiatives prises autour de l'appel.

Envoyez-nous vos signatures, vos annonces et vos comptes-rendus d'initiatives :
reseau-ecole.pcf@orange.fr

Nous publierons aussi les récits de rencontres les interviews de signataires les contributions que vous voudrez bien nous envoyer.

Faisons vivre le débat !

la place des parents à l'école

Patrick Hervy

membre du secrétariat
du réseau École
collaborateur de
cabinet sur les collègues
au Conseil général
du Val de Marne

Les Français attendent beaucoup pour l'avenir de leurs enfants ! L'école a besoin d'une nouvelle ambition ce qui implique de faire de la question scolaire une grande question politique de démocratie et de citoyenneté. La transformation progressiste de l'école vers une école de l'égalité ne

pourra s'opérer que si l'ensemble des acteurs et des partenaires du système éducatif se saisissent de cette question et s'y investissent.

Cela passe par la lutte et la nécessité de se rassembler pour la défense de ce qu'il reste du service public d'éducation pour sauver ce qui subsiste dans le système éducatif d'aujourd'hui après les nombreuses réformes, de droite comme de gauche, qui ont successivement contribué à son démantèlement pour y substituer une école fondée sur la méritocratie, la compétition et la marchandisation des savoirs. C'est donc bien de bâtir une école commune dont il est question. Une école où l'on substitue à la notion d'égalité des chances, concept cher à la sociale démocratie, qui fonde l'école de classe pour construire une école de l'égalité des droits avec comme fils rouge la lutte contre les inégalités scolaires et comme objectif la réussite de tous.

Dans ce cadre, il conviendra avant tout de définir clairement le rôle et la place de chacun au sein de l'école mais aussi et surtout ce qu'on attend de l'école elle-même.

Les parents sont acteurs de l'éducation de leurs enfants et à ce titre ils disposent du libre choix de compléter la formation de leurs enfants hors les murs de l'école. Cependant il doit être nécessairement admis que l'école ne saurait évaluer chez l'élève que ce qui est enseigné à l'école ce qui en soit est une exigence d'égalité et de démocratie élémentaire susceptible de faire avancer de manière considérable la lutte contre les inégalités à l'école et de reposer la place des parents au sein de celle-ci de manière égalitaire.

Construire un système éducatif qui assure la réussite scolaire de tous et favorise la démarche d'émancipation de tous les jeunes est avant tout une affaire de volonté politique. Rien ne se fera sans une implication et une participation active de l'ensemble des partenaires, à commencer par les enseignants bien sûr, mais également par les parents d'élèves, citoyens, membres de la communauté éducative. Il faut donc nécessairement faire vivre les instances représenta-

tives existantes et inventer des dispositifs novateurs permettant à chacun de prendre sa place et de participer activement à cette transformation progressiste. Il s'agit également de donner des droits nouveaux pour un fonctionnement démocratique de l'institution.

Le 30 mars 2005, le groupe CRC au Sénat déposait un projet de loi intitulé : **Pour une école de l'égalité ; de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes***.

Depuis, la marche forcée des réformes libérales s'appuyant sur la réforme Fillon n'a cessé d'aggraver les inégalités à l'école, laissant de plus en plus de jeunes sur le bord de la route. Si fondamentalement ce projet de loi reste d'actualité, la pente est aujourd'hui beaucoup plus raide pour revenir aux fondamentaux démocratiques d'une école de la république, égalitaire, jouant le rôle d'ascenseur social qui devrait être le sien. Pour autant, les propositions formulées alors pour la représentation des parents au sein du système éducatif restent d'actualité et répondent en grande partie aux revendications des grandes associations de parents d'élèves.

Les rôles et les droits des représentants des parents

Il s'agit, en tout premier lieu, si l'on considère que l'éducation doit être une responsabilité partagée entre la société, le système éducatif et les familles, de considérer les parents d'élèves comme des acteurs à part entière du système éducatif et de définir avec eux **un statut** leur permettant d'exercer leur participation dans les instances de l'Éducation nationale. Cela revient à reconnaître le rôle et la place des fédérations de parents à tous les niveaux du système éducatif. Un statut de parents délégués fondé sur le bénévolat permettant aux représentants de parents d'élèves siégeant dans les instances nationales, départementales, académiques ou locales de bénéficier de dispositions propre au code du travail ouvrant des droits comparables aux représentants de salariés.

Il convient également de donner les moyens à ces associations de renforcer leur représentation et de valoriser leur rôle au sein du système. Les élections des représentants de parents délégués doit faire l'objet d'un relais dans les médias, le cadre d'**une campagne nationale d'information** dédiée à cet effet.

Parallèlement, condition essentielle à un fonctionnement démocratique et partenarial du système et une

*. Ce projet de loi peut être consulté ici : <http://new.pcf.fr/spip.php?article748>



la place des parents à l'école

reconnaissance du rôle des associations, il est nécessaire de **revaloriser le rôle consultatif des instances existantes** et des organes de concertations mis en place par la loi, (Conseil d'administration, Conseil d'école, Conseil départemental ou inter-académique de l'Éducation nationale, ou organes nationaux ...) organismes trop souvent cantonnés à un simple rôle d'information.

Instituer la présence des représentants de parents partout où les décisions se prennent lorsqu'elles touchent directement l'avenir des jeunes. C'est notamment le cas dans les commissions d'affectations dans les lycées.

Afin d'exercer leur rôle d'information, de concertation, leur droit à se réunir, les moyens nécessaires doivent être attribués aux associations de parents représentés dans les établissements. Ces dispositions : financements, locaux, tableau d'affichages, communication ne peuvent être laissées à la libre appréciation de telle ou telle institution. Elles sont définies et garanties par la loi et applicables en l'état quel que soit le lieu.

L'éducation étant une responsabilité partagée, les parents doivent pouvoir mener un dialogue constructif de manière continue avec l'institution et les personnels qui ont en charge l'instruction et la formation de leurs enfants. Chacun des acteurs de ce dialogue doit pouvoir disposer des clefs du dialogue. Chaque année, **une formation** à l'attention des nouveaux parents élus devrait être organisée. **Un module de formation spécifique** aux relations parents enseignants devrait être intégré dans la formation initiale des enseignants.

Un espace pour les parents dans les établissements

Favoriser la création d'un lieu dédié aux parents, géré par les parents pour les parents. Une éducation partagée implique d'inscrire l'école dans son environnement urbain. Il s'agit d'un projet novateur qui favorise à ce que tous les acteurs s'impliquent pour contribuer par tous les moyens à créer les conditions de la réussite pour tous les élèves.

Pour les familles, la réussite de leurs enfants est une véritable priorité. Un des moyens d'y parvenir, (ce n'est pas le seul) tient dans le lien tissé entre l'école et la famille. Il ne s'agit pas seulement pour les parents

d'avoir accès aux notes ou au cahier de texte. Mais bien, dans un lieu de rencontre et de partage au cœur de l'établissement, de pouvoir pleinement y prendre leur place et y exercer leur rôle de co-éducateur.

Pour cela, il est nécessaire de tisser, et dans certains endroits de retisser, des liens de confiance, d'échange de partage entre la famille et l'école. Tisser ces liens, c'est permettre aux parents de comprendre de quoi il s'agit, comment fonctionne l'école, ce qui se passe avec son enfant quand ça ne va pas bien mais aussi lorsque ça va ! C'est, pour l'enseignant, pouvoir mieux connaître les raisons qui, en dehors de l'école, font que tel ou tel comportement influe sur le comportement scolaire.

Le moment du collège est aussi celui de l'adolescence. Le passage au collège est marqué par le besoin d'une plus grande autonomie du jeune mais, du coup, il accentue aussi la distance avec la famille. C'est encore plus vrai pour les familles qui, pour des raisons sociales ou parce qu'elles conservent un mauvais souvenir de leur propre scolarité, sont loin de l'école. Chacun a conscience des enjeux majeurs que représente l'éducation et la formation pour l'avenir des jeunes de notre pays : avec ces espaces parents, les établissements s'ouvrent sur le quartier et contribuent à faire de l'éducation l'affaire de tous.

L'enseignement et la pédagogie relèvent de la responsabilité de l'institution et des enseignants. Si l'objet commun avec les parents est l'éducation, il est nécessaire de définir clairement le rôle des représentants de parents dans les conseils de classe notamment. Il s'agit d'un moment important ou souvent au-delà même des aspects purement pédagogique pour lesquels ils n'ont vraisemblablement aucune compétence pour poser un jugement. Pour autant, il s'agit également du moment où, au-delà de toute considération personnelle, il doit être fait état de la vie de la classe, de l'ambiance, de l'évaluation des objectifs globaux, des moyens à mettre en place pour corriger tel ou tel considération mettant la classe en difficulté. Il s'agit également d'un moment important lorsque se dessinent les procédures d'orientations pour lesquels ils peuvent jouer un rôle important. Leur présence dans cette instance est donc importante mais nécessite d'en redéfinir clairement les contours. Par exemple, en s'assurant que les représentants de parents dans cette instance ne soient pas juge et partie.

la place des parents à l'école

Sébastien Léger

Les parents d'élèves font partie intégrante de la communauté éducative aux côtés de tous les acteurs intervenant auprès de leurs enfants. Ensemble, ils peuvent créer les conditions du changement progressiste nécessaire de l'école et de la réussite de tous les enfants et de tous les jeunes. Il est indispensable de promouvoir le principe d'une participation active des parents d'élèves et la reconnaissance d'un statut de délégué de parents d'élèves. L'intervention des délégués des parents ne se limite pas au champ scolaire et tire son efficacité du partenariat.

La co-éducation

Associer les parents au fonctionnement de l'École afin qu'ils puissent aider leurs enfants à trouver leurs marques et comprendre l'attente du système scolaire demande un investissement de la part de tous les acteurs.

Il faut en finir avec les discours simplistes et stigmatisant, sur l'irresponsabilité des parents peu soucieux de la réussite et de l'avenir de leurs enfants. Pour cela, il est indispensable de donner à chaque parent les moyens de comprendre et de s'approprier individuellement et collectivement le fonctionnement du système éducatif, de façon qu'il puisse assumer son rôle en toute connaissance de cause.

Il est également indispensable de réaffirmer avec force la place de tous les parents à l'École.

Dans ce cadre, **il faut créer les conditions d'un véritable accueil des parents dans les murs de l'École** en créant des temps et des lieux d'écoute, de dialogue et de construction collective qui permettent aux membres de la communauté éducative de se rencontrer dans de bonnes conditions matérielles. Les parents d'élèves doivent également être incités à pénétrer dans les établissements scolaires, y compris en organisant des moments de partage d'expériences en s'appuyant sur les ressources des élèves et de leurs parents.

Faire vivre la coéducation suppose que chacun soit conscient de son rôle et de celui des autres acteurs pour que l'enfant ou le jeune puisse construire à son tour ses propres repères et soit prêt à partager, voire à remettre en question ou critiquer, ses propres positions. Cela suppose que tous les membres de la communauté éducative soient informés de leurs droits respectifs.

La représentativité des parents d'élèves

La participation des parents d'élèves ne peut être concrète qu'à condition qu'ils soient associés véritablement aux décisions prises dans les différentes ins-

tances et aux projets qui y sont construits. Pour assurer une participation active des parents d'élèves, il est nécessaire de créer **un statut de délégué de parents**.

L'amélioration du système éducatif passe par la reconnaissance et l'engagement des parents, à la fois comme co-éducateurs mais aussi comme usagers du service public.

Dans les instances de participation, les pouvoirs publics doivent s'engager à clarifier et à étendre le rôle et les prérogatives des représentants des parents d'élèves y siégeant. Un fonctionnement réellement démocratique des instances dans lesquelles siègent les représentants de parents d'élèves est nécessaire. Trop souvent, les délibérations de ces instances consultatives sont bafouées, et c'est l'autorité de tutelle qui prend les décisions, faisant de la représentation des parents une mascarade. Ces délibérations devront donc s'imposer et devenir applicables à l'autorité de tutelle.

Le PCF revendique un statut permettant aux parents élus ou délégués d'exercer pleinement leur rôle de partenaires au sein de la communauté éducative. Les faibles avancées constatées, notamment le congé de représentation, ne sont pas à la hauteur des ambitions nécessaires pour démocratiser l'école de la République. Le PCF exige pour tous les délégués parents quelle que soit leur activité professionnelle :

- le droit de se libérer de son activité professionnelle pour exercer son mandat,
- une compensation financière des jours de travail non rémunérés,
- le remboursement des frais de transport et de séjour,
- le droit à la formation,
- la prise en charge d'une assurance complémentaire liée aux risques de cette activité.

Les élections des représentants de parents d'élèves

L'élection des représentants des parents d'élèves dans les écoles, collèges et lycées en France et dans les territoires ultra-marins est la seule élection où tout le monde peut voter, Français comme étrangers. Elle concerne plus de 15 millions de parents d'élèves. Les enjeux de la participation des parents d'élèves aux élections sont essentiels au fonctionnement démocratique de l'école.

La participation doit être encouragée par l'organisation par le ministère de l'Éducation nationale d'une **campagne nationale d'information** de proximité et dans la presse écrite et audiovisuelle.

INTERVENTION
AU DÉBAT AUTOUR
DE L'APPEL

*Dans les quartiers,
dans les villages,
on veut l'école
de l'égalité*

À LA FÊTE

DE L'HUMANITÉ

17 SEPTEMBRE 2011

Bruno Tardieu

délégué national
d'ATD Quart-Monde

quelle école pour quelle société ?

Le Mouvement ATD Quart Monde a toujours été un Mouvement qui visait non pas à aménager ou à soulager de la misère, mais à la libération de la misère : la libération de chaque personne, la libération collective du peuple du Quart Monde, et la libération de la société elle-même de cet apartheid moderne qu'est la grande précarité. Et pour cela, le Mouvement a toujours mis en avant l'éducation par des jardins d'enfants, des bibliothèques de rue au pied des tours ou des clubs du savoir pour les jeunes, des universités populaires avec les

adultes. ATD Quart Monde fait cela parce que la population au milieu de laquelle les volontaires vivent ne cesse de le dire : ce qu'ils veulent le plus c'est que les enfants et les jeunes ne passent pas par où ils sont passés, que la misère ne se transmette pas encore à une autre génération, qu'on puisse briser la chaîne.

En cela, nous nous retrouvons très bien dans l'appel que vous lancez, et qui montre que les familles de milieu populaire ont un immense espoir dans l'école. Sachez bien que les plus démunis du monde populaire, pour qui on pense trop souvent qu'ils ne veulent que la soupe populaire et l'hébergement, veulent en fait la même chose : une école pour que leurs enfants et leurs jeunes s'en sortent. **Il est très important qu'il y ait une vraie alliance entre les familles du monde populaire et les familles les plus démunies, qu'elles ne soient pas vues comme celles qui ralentissent les combats où qui ne veulent pas combattre, mais comme celles qui poseront les questions les plus radicales et qui amènera le combat jusqu'au bout sans exclusion.**

L'espérance dans l'école est énorme. Or les faits sont têtus : l'échec scolaire est fortement corrélé au milieu social. La corrélation entre l'échec scolaire et le milieu social a toujours existé. Mais historiquement elle a baissé au fil des décennies, faisant de l'école le principal espoir de promotion pour les populations les plus démunies. Cet espoir reste entier, mais **depuis 20 ans l'influence du milieu sur la réussite scolaire augmente.** Il y a 20 ans, un enfant d'ouvrier avait 10 fois moins de chance d'arriver au Bac qu'un enfant de cadre. 10 ans plus tard, un enfant d'ouvrier a 15 fois moins de chance d'arriver au bac qu'un enfant de cadre. Le CESE vient de le confirmer dans son dernier rapport « les inégalités à l'école ». Donc cet espoir des parents que la misère recule pour leurs enfants est bafoué et très peu de gens ne s'en indignent.

Le sujet de la précarité est un sujet de société, il y a des débats, des articles. Mais le débat est centré sur la survie des personnes très pauvres : restaurant du cœur, aide alimentaire, hébergement d'urgence. ATD Quart Monde est très sollicité pour donner son avis sur ces droits biologiques des gens, mais très rarement sur ce qui préoccupe le plus la population : l'éducation des enfants et des jeunes. C'est pourquoi nous avons décidé de proposer aux familles des quartiers aux enseignants et leurs syndicats, aux fédérations de parents d'élève de travailler ensemble.

Plus on est démunis, plus on échoue à l'école.

Pourquoi ? Beaucoup de théories se développent. Les pauvres seraient moins capables que les autres. Cette idée est tenace, et je sais, pour avoir fait des bibliothèques de rue dans des quartiers très défavorisés en France et aux USA pendant 20 ans, que c'est complètement faux. Je me souviens d'enfants des Émouleuses à Créteil qui me battaient systématiquement aux échecs alors que je faisais ma thèse de math, et ça simplement parce qu'une militante leur avait appris à jouer. Pour autant, ils échouaient à l'école.

L'autre explication souvent avancée, c'est que les parents ne s'intéresseraient pas à la scolarité de leurs enfants. Ou même parfois plus grave : que le milieu est néfaste et qu'il faudrait en retirer les enfants. Le nombre d'enfant placé augmente en France en ce moment, lui aussi lié à la précarité. En faisant ça ou **en prenant les quelques enfants qui sortent du lot pour que je ne sais quel internat d'excellence, on appauvrit encore les quartiers, on accrédite l'idée qu'il y a quelques capables et beaucoup d'incapables. On humilie durablement un milieu qui finit par croire qu'il n'est pas capable.**

Le mépris social qui est de plus en plus autorisé affecte aussi des enseignants qui peuvent avoir une attitude méprisante. ATD Quart Monde a convaincu la Halde de faire reconnaître à notre pays qu'il y a en France une discrimination pour origine sociale.

Et si les parents semblent ne pas s'intéresser, et si bien souvent les enseignants le disent, ce n'est pas qu'ils ne s'intéressent pas, c'est que c'est très douloureux pour eux et donc ils ont peur, ils se sentent étrangers à l'école, ils peuvent parfois être tendus, voire agressifs, tant ça leur fait mal de voir que leurs enfants vont être mis à l'écart de l'école comme eux ont été mis à l'écart. L'enfant qui voit un conflit entre les adultes, ses parents et ses enseignants, vit un conflit de loyauté. Et son savoir de la vie est déconnecté, voire en contradiction avec le savoir de l'école.



quelle école pour quelle société ?

C'est l'expérience de Sharmaine, qui participait à l'une de nos bibliothèques de rue à New York. Un jour, on travaillait sur les animaux : chacun devait dessiner un animal et écrire dans l'ordinateur, la banque de donnée de tous les savoirs, ce qu'il savait de cet animal. Sharmaine dessine des rats et dit joyeuse (à 4 ans, elle est encore spontanée) : « chez nous, il y a des rats ! ». Sa grande sœur enjambe les autres enfants et déchire le dessin de la petite fille en me regardant : « non, il n'y a pas de rats chez nous ! » Ainsi, le savoir de Sharmaine (car c'est un savoir : oui, il y avait des rats chez elle) est dangereux, il faut le taire. Elle ne peut pas réfléchir, bâtir son intelligence à partir de ce qu'elle sait et de ce qu'elle voit.

Comme Sharmaine, beaucoup d'enfants des milieux les plus démunis ne peuvent pas lier leur expérience et le savoir officiel. Leur rapport au savoir, c'est que le savoir n'est pas en eux. Le rapport au savoir des adultes est le même, il ne peut changer qu'en changeant les rapports sociaux.

Fatoumata n'ose pas dire à l'école qu'elle vit à l'hôtel car elle y est hébergée avec sa famille. Si elle le dit, les autres la traitent de « Cas soc' », de sdf.

Mais les enfants veulent autre chose : ils sont prêts à vivre le savoir autrement, à être amis pour apprendre si les adultes leur propose clairement ce cap-là. Nous avons vu dans plusieurs quartiers où nous travaillons que ce n'est pas fatal : le dialogue entre l'école et les parents très démunis est possible et change beaucoup de choses à l'école.

À Rennes, par exemple, dans le quartier de Maurepas, les parents se réunissent dans l'école et peuvent se dire leur propre expérience de l'école, leur propre souffrance et humiliation. Ils sont plus légers avec leurs enfants, et ensuite, dans des rencontres parents/professeurs, leurs histoires ont été partagées, ils osent dire qu'ils ont peur de l'école, ils découvrent que les profs ont peur d'eux. Leur expertise pour conseiller et qu'aucun enfant ne se sente humilié à l'école est appréciée. Et on retrouve une spirale positive de confiance, les enfants déjà vont mieux et apprennent mieux. Et les enfants ont commencé eux aussi à s'exprimer sur la manière dont ils pourraient créer entre eux à l'école un climat où chacun va apprendre, parce qu'il est respecté.

La FCPE fait partie de cette expérience à Rennes. Si partout la FCPE pouvait considérer que l'expérience des parents les plus modestes est la plus précieuse pour eux pour faire avancer l'école, qu'il ne suffit pas d'avoir des parents très doués pour comprendre les mécanismes de l'école, ce serait une grande avancée.

Les enseignants et l'IUFM sont aussi dans cette expérimentation à Rennes. Et ils concluent qu'il faut une véritable formation pour les professeurs : sur la réalité de la précarité, sur la manière de dialoguer avec les parents les plus éloignés de l'école, sur la manière de créer des pédagogie qui partent de l'intelligence de chacun et apprennent à tous la coopération.

Et ensemble, avec les parents qui vivent la grande précarité, les parents d'autres milieux, les syndicats d'enseignants, les fédérations de parents d'élève, nous préparons une plate forme de proposition avec, à Lyon, les 11, 12 et 13 novembre, des Ateliers pour l'école.

Et pour le 17 octobre, *Journée mondiale du refus de la misère*, nous lançons un grand débat : *Quelle école pour quelle société ? et réciproquement.*

Ateliers pour l'école 11, 12, 13 novembre à l'École normale supérieure à Lyon

en partenariat
avec les principaux syndicats d'enseignants,
fédérations de parents d'élèves,
mouvement pédagogique et d'éducation populaire
pour s'inscrire :
lesatelierspourlecole@atd-quartmonde.org

Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre grand débat : Quelle école pour quelle société ? et réciproquement

contribuez par vos idées, vos récits, vos débats,
sur le site : parolespourlecole.org

« GENRE » ET MANUELS SCOLAIRES

offensives conservatrices et enjeux politiques de transformation sociale

Loïc Antoine
réseau École 76

Large médiatisation de la demande de retrait de certains manuels de sciences de la vie et de la Terre abordant plus ou moins explicitement la théorie du genre : beaucoup d'entre nous s'interrogent et cherchent à comprendre. Qu'en est-il ?

Imposons-nous la distance indispensable à une analyse rationnelle de la situation à l'origine de cette médiatisation et dégageons-en les enjeux qui politiquement doivent nous mobiliser.

Les termes de la polémique

Fin mai, une mise en garde de la direction de l'enseignement catholique est adressée à tous les directeurs diocésains sur « le discernement à apporter dans le choix des manuels » de sciences de la vie et de la Terre pour l'enseignement scientifique de première L et ES. Au même moment, les associations familiales catholiques et le parti chrétien démocrate exigent, à travers une pétition et un courrier au ministre de l'Éducation nationale dénonçant le contenu de certains manuels scolaires, la défense de « la liberté de conscience à l'École ».

Parallèlement, un collectif d'enseignants : *L'école déboussolée, contre la théorie du genre à l'école de la République*, s'appuyant sur les principes au fondement de l'école publique, adresse également une pétition au ministre de l'Éducation nationale afin de dénoncer le contenu de certains manuels scolaires et « l'ambiguïté de la circulaire du 30 septembre 2010 définissant les programmes ».

Enfin, après plusieurs questions écrites de parlementaires au ministre de l'Éducation nationale, fin août, un courrier signé par 80 d'entre eux lui est adressé, l'invitant à « retirer des Lycées les manuels qui présentent cette théorie ».

Manuels scolaires et programmes

Dans cette polémique, une première précision : les manuels scolaires ne peuvent être assimilés aux programmes officiels. Seuls ces derniers, institués par le ministre de l'Éducation nationale, signataire d'un arrêté paraissant au *Journal officiel*, ont valeur réglementaire. Les manuels scolaires ne sont que des outils choisis collectivement au sein des établissements. Des outils utiles pour les enseignants et les

élèves afin d'accompagner l'acte pédagogique de la transmission des éléments figurant dans les programmes.

Il s'agit alors de faire confiance au professionnalisme des enseignants, en particulier à leur capacité à permettre aux élèves de comprendre le monde de façon scientifique et critique, pour être assuré d'une utilisation adaptée de ces manuels scolaires.

Quelle piètre image du professeur du service public de l'Éducation nationale que celle de pétitionnaires renvoyant leur acte professionnel à une stricte utilisation de manuels scolaires sans recul réflexif ni pédagogique pourtant au cœur de leur métier ! À moins que leurs intentions ne soient ailleurs... dans la dénonciation des programmes.

« Ambiguïté des programmes » ?

La question de l'ambiguïté des programmes est en effet posée explicitement par le collectif *L'école déboussolée* et, implicitement, par le contenu de certains manuels scolaires.

Dans ces programmes, que peut-on lire ? Un thème : « féminin/masculin ». Une intention : « parfaire une éducation à la sexualité » en fournissant « à l'élève des connaissances scientifiques clairement établies » et en affirmant « que si l'identité sexuelle et les rôles sexuels dans la société avec leurs stéréotypes appartiennent à la sphère publique, l'orientation sexuelle fait partie, elle, de la sphère privée ». Une notion à maîtriser : « la mise en place des structures et de la fonctionnalité des appareils sexuels se réalise sur une longue période qui va de la fécondation à la puberté, en passant par le développement embryonnaire et fœtal ». Une compétence à exercer : celle de « différencier à partir de la confrontation de données biologiques et de représentations sociales ce qui relève : de l'identité sexuelle, des rôles en tant qu'individus sexués et de leurs stéréotypes dans la société, qui relèvent de l'espace social ; de l'orientation sexuelle qui relève de l'intimité des personnes ».

À tout le moins, notons ici la complexité embrassée par ce programme s'inscrivant dans une ouverture de la discipline au monde. Ce que son préambule précise comme « une ouverture sur les grands problèmes de la société contemporaine ». Actant ainsi l'insuffisance du génétique pour comprendre l'humain, être social.



« Genre » et manuels scolaires...

Au-delà des allégations sur une théorie qui serait à enseigner, celle du genre, il s'agit bien de voir le monde tel qu'il est, sans œillères, et d'établir au sein d'une discipline, les sciences de la vie et de la Terre, les explications relevant de son seul champ et les questions en suspens relevant d'autres disciplines.

Enjeux politiques

Les éléments de cette polémique énoncés et clarifiés, restent à questionner ses enjeux politiques propres à une dynamique de transformation sociale. J'en identifierai trois.

D'abord, il ne peut échapper à personne la dimension liberticide de cette campagne exigeant le retrait de manuels scolaires, simples outils professionnels des enseignants, pour traiter d'un programme signé par le ministre de l'Éducation Nationale avec, au préalable, concertation et consultation nationale de l'ensemble des professeurs de la discipline. Exiger le retrait de ces manuels scolaires revient à demander le retour de la censure. L'heure est grave. Le combat politique des forces progressistes doit le dénoncer et s'y opposer avec force. **Le professionnalisme et la liberté pédagogique des enseignants sont bafoués au nom d'une prétendue protection de la « liberté de consciences » ou d'un enseignement scientiste fermé aux sciences sociales.**

Au-delà de cet enjeu politique de la défense des libertés de ceux qui ont pour responsabilité de transmettre, notons ensuite celui de **défendre la mission centrale de l'École : l'émancipation, condition d'une liberté et d'un pouvoir sur le monde.** Acquérir ce pouvoir potentiellement transformateur impose que le savoir soit construit dans une confron-

tation au réel qui collectivement interroge. Un réel caractérisé par une complexité que la question de la sexualité l'illustre parfaitement. Il ne s'agit donc pas de déverser dans des « cerveaux disponibles » un corpus de connaissances limité à un champ disciplinaire mais bien d'interroger le monde afin de disposer du savoir permettant de le comprendre. Il s'agit de permettre à partir de la diversité des réalités culturelles de chacun de conférer d'emblée du pouvoir au savoir, d'acquérir des compétences émancipatrices au-delà de connaissances stériles. Voire d'inventer l'école « postcapitaliste » en la connectant aux champs des questions politiques. Reste, bien entendu, à définir, dans ce contexte, les modalités de cet enseignement qui nécessite la complémentarité de différents champs disciplinaires qui doivent demeurer identifiables et dont l'expertise est nécessairement singulière.

La construction de « l'humanité moderne » et la perspective d'une transformation du monde mettant « l'humain d'abord » sont intimement liées à cette émancipation à la fois individuelle et collective. Mais cette émancipation concerne également la dimension personnelle de chacun. Et cette dernière est confrontée à la nécessaire prise en compte du principe républicain de laïcité que l'école doit mettre en son cœur, non seulement pour le proclamer, mais également et surtout pour le faire vivre. **Acter la distinction entre l'« identité sexuelle » relevant de « l'espace social » et l'orientation sexuelle relevant de « l'intimité des personnes » participe ainsi à cette éducation citoyenne. De même, connaître les différents champs scientifiques partie prenante dans une explication y participe également en instaurant une distinction entre connaissances et opinions.**

la polémique sur les manuels de SVT dans l'Humanité

Des manuels scolaires contestés.

La droite populaire veut voir retirés les nouveaux manuels de SVT évoquant « l'identité sexuelle ». (31 août 2011)

<http://www.humanite.fr/societe/des-manuels-scolaires-constestes-478489>

Pas de censure au lycée (6 septembre 2011).

Théorie du genre : pourquoi résister à l'offensive de la droite populaire ?

Par Benoît Schneckeburger, philosophe.

<http://www.humanite.fr/societe/pas-de-censure-au-lycee-478885>

APPEL À CONTRIBUTIONS

groupe de travail : quelle culture scolaire commune ? contenus d'enseignements curricula et programmes

Le secrétariat du réseau École a décidé de former un groupe de travail sur la culture commune, les contenus d'enseignements, les *curricula* et les programmes.

Durant ces derniers mois, la question des programmes a été à plusieurs reprises au cœur de l'actualité : protestation contre les programmes de SES et élaboration de programmes alternatifs, programmes d'histoire scandaleusement orientés, interventions de la droite contre la notion de genre dans les programmes de SVT...

La question des contenus que l'école doit construire et transmettre fait donc l'objet d'un débat dans la société.

Cette question est aussi au cœur de notre projet pour une école émancipatrice et permettant la réussite de tous. Nous voulons construire une école transmettant à tous les enfants une culture commune ambitieuse. Qu'entendons-nous exactement par là ? Que mettons-nous derrière cette notion de culture commune ?

Nous avons décidé de créer un groupe de travail largement ouvert pour travailler à la fois à préciser la notion de « culture commune » au cœur de notre projet pour l'école et à rassembler tous ceux qui réfléchissent sur les contenus qu'une école émancipatrice devrait construire et transmettre autour d'un projet commun.

Une première étape du travail consistera à préparer et organiser un colloque réunissant des associations disciplinaires, des groupes de réflexion syndicaux et des didacticiens. Ce colloque pourrait avoir lieu à la mi-décembre.

Vous avez quelque chose à apporter à cette réflexion ?

Vous êtes intéressé pour travailler sur cette question ?

Signalez-vous auprès du réseau : reseau.ecole-pcf@orange.fr

Et n'hésitez pas à nous envoyer les coordonnées d'intervenants potentiels, de personnes à solliciter...

NOUVELLES DE LA RENTRÉE

Rentrée 2011 de mobilisation en Isère

Chatel et Sarkozy « assument » et se targuent de faire « du sur mesure » : pour les enfants ou leurs « amis » des marchés financiers ?

16 000 postes en moins pour l'École à cette rentrée, 64 000 cumulés depuis 2007 : il y a forcément des dégâts, d'autant que le nombre d'élèves augmente (+ 60 000) à tous les niveaux! 1500 classes primaires en moins, dont 500 en maternelles. 500 postes RASED disparaissent, privant d'aide 33 000 enfants !

En Isère, les chiffres sont parlants. La rentrée s'est faite à moyens constants avec 2833 élèves de plus dans l'ensemble du 1^{er} et du second degré (*Dauphiné* du 5/9) : 704 en primaire, 2139 en collège, lycée, LP, Segpa, classes prépas.

En maternelle, le seuil d'ouverture était placé à 32 élèves !! La mobilisation remarquable des parents a arraché quelques classes indispensables. À St Égrève, au Touvet, dans de nombreuses villes de l'agglomération, des classes ont été ouvertes, mais le compte n'y est pas.

La scolarisation à 2 ans, déjà exsangue en Isère (2%), continue de fondre, touchant les quartiers populaires, à Mistral (Grenoble), à St Martin le Vinoux. Saluons la lutte des parents de Teisseire (Grenoble) qui ont réussi à garder leur classe.

En élémentaire, la hausse démographique n'est pas répartie également. Par exemple, 500 nouveaux écoliers à Grenoble et seulement six classes nouvelles étaient prévues avant la rentrée. Les effectifs explosent, les locaux sont saturés, des enfants sont contraints de changer de secteur et vont bourrer les classes ailleurs à leur seuil maximal. Dans de nombreuses écoles, les équipes enseignantes jonglent pour tenter de maintenir des effectifs corrects pour les premiers apprentissages en CP, CE1, mais au détriment des CM2 souvent à 30. Et c'est dans ce contexte dégradé que les enseignants font leur possible pour accueillir au mieux les enfants porteurs de handicap, et aussi ceux des familles sans logement, les oubliés ou pourchassés par le gouvernement!

Les collèges ont dû accueillir 800 élèves supplémentaires avec 10 postes en plus. Les effectifs atteignent des sommets. À St Quentin Fallavier, mobilisation victorieuse des parents pour obtenir une 5^{ème} classe de 4^{ème}. Les classes à 30 ne tenaient pas dans les salles prévues pour 24! À St Siméon de Bréssieux, l'effectif est passé de 175 élèves à 375, mais le collège n'avait que 3 postes pour la surveillance. À la rentrée, plusieurs dizaines d'élèves sortant de 3^{ème} n'avaient de place ni au Lycée professionnel où ils étaient orientés, ni en redoublement au collège.

En lycée, la bonne nouvelle, c'est le **Lycée Mounier** à Grenoble qui a fait sa rentrée avec ses 3 classes de 2^{ndes}! La lutte a eu raison de la destruction programmée de tout un lycée! Bravo les Mounier !

Mais au moins 50 postes ont été supprimés, notamment dans les enseignements technologiques et scientifiques, mettant en cause la voie technologique et la formation des techniciens. Les 35 élèves par classe sont la règle. Des redoublants de terminale sont contraints de changer d'établissement, par exemple de Vizille à La Mure ! Refus de création de classe y compris pour les élèves du secteur (Échirrolles, Eaux-Clares) tant que les établissements alentour n'ont pas fait le plein à leur tour ! La réforme des 1^{ères} présentées comme améliorant les possibilités de réorientation permet surtout de bourrer dans les mêmes cours d'enseignement général les élèves de filières et de motivations différentes. La mise en place de modules de compétence, contestés par les enseignants, désorganise les emplois du temps avec des journées interminables pour les élèves comme pour les enseignants.

Par Françoise Parisel

En lycée professionnel, ce qui remonte des établissements, c'est la désertion en 3^{ème} année de bac pro. Dans les formations en concurrence avec l'apprentissage/alternance, les élèves quittent le LP avec leur BEP/CAP obtenu en fin de 2^{ème} année, attirés par les contrats d'apprentissage. De nombreuses classes se retrouvent avec 15/17 élèves !

En effet, les restrictions de fonds publics nationaux ou régionaux ne touchent pas toutes les formations.

Au prétexte de s'occuper des jeunes qui sortent de l'école (que l'école exclut ?) sans formation ou diplôme (10 000 en Isère), millions et niches fiscales viennent grossir les moyens pour l'**apprentissage et la formation en alternance en entreprise!** Exonération d'impôts sur le revenu du salaire des apprentis : 265 millions € qui ne peuvent bénéficier aux familles modestes non imposables ! Crédit d'impôt pour les entreprises qui embauchent un apprenti : 444 millions €. Sans oublier les exonérations de cotisations sociales ! Les organisations patronales en veulent encore plus et réclament une orientation élargie vers un apprentissage de plus en plus précoce à 14 ans dès la 5^{ème}. Pas de surdité du gouvernement : il se fixe l'objectif de 800 000 apprentis (450 000 actuellement) en 2015, vers le million à terme. C'est le retour à la situation des années 30 où les enfants des classes populaires, futurs salariés subalternes, fournissaient aux entreprises leur lot de chair fraîche, jeune, choisie, obéissante et malléable. Pour les communistes, le lien entre la formation et le travail est fondamental, mais il doit être arraché des mains de l'employeur. Quand le chômage explose pour les parents et que la retraite à 60 ans est refusée aux grands-parents, la place des jeunes est à l'école, une école transformée, au moins jusqu'à 18 ans !

Autre constat, le désengagement de l'État pour la maintenance informatique, qui aboutit à ce que des matériels performants et indispensables (évaluation obligatoire pour l'obtention d'autres diplômes), en lycée comme en collège, ne soient pas utilisés ou sous utilisés. L'objectif du ministère est de transférer ces financements aux collectivités locales.

Pour les enseignants, les conditions du métier deviennent intenables. Ils sont groguis : l'inimaginable est devant leurs yeux, saccageant leur métier, les régressions viennent d'être confirmées par un récent rapport de l'OCDE, épinglant la France devenue championne des inégalités ! Très forte inquiétude concernant l'entrée dans le métier. Après 5 ans d'études, un professeur débute avec un salaire « revalorisé » à 1500 €. Le nombre de candidats aux concours a diminué de moitié. Le démantèlement de la formation professionnelle vise à faire exploser le statut de fonctionnaire : pour les nantis au pouvoir et au MEDEF, la précarité et les obstacles au travail sont source de dépassement de soi! Les jeunes enseignants souffrent et à Grenoble une jeune professeur stagiaire mise en situation d'enseignement sans formation professionnelle s'est suicidée après son licenciement en juillet. L'émotion est immense.

La précarité et l'éclatement des services sur plusieurs établissements (jusqu'à 4 !) touchent les contractuels comme les titulaires, rendant instable, voire impossible le travail d'équipe et le fonctionnement des projets pédagogiques.

Ce tableau démontre l'urgence de transformer l'école ! L'action unitaire de grève et de manifestations du 27 septembre va faire éclater la colère et l'exigence d'une autre école. Avec le Front de gauche, plaçons cette question d'une nouvelle phase de la démocratisation scolaire au cœur des enjeux de 2012.



NOUVELLES DE LA RENTRÉE

La Seine-Maritime se mobilise contre la hausse des tarifs des transports scolaires

La FCPE de Seine-Maritime, l'ADECR 76 et l'AMRF 76 ont interpellé, ensemble, le président du Conseil général 76 par une lettre ouverte pour qu'il renonce aux augmentations brutales et injustifiées des tarifs des transports scolaires : + 100% pour les maternelles et les primaires, + 330% pour les collégiens et les lycéens.

Cette demande a été refusée purement et simplement. La FCPE 76 a déposé une requête en annulation devant le tri-

bunal d'administratif contre cette délibération, elle sera examinée le mardi 29 novembre à 11h.

En attendant,

on peut signer et faire circuler la pétition en ligne :

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2011N14284>

Le pouvoir d'achat des familles ne peut pas être la variable d'ajustement du désengagement de l'État, d'autres choix sont possibles.

Les élus communistes mobilisés contre le dispositif ECLAIR

Communiqué de presse de Christian Foiret, élu municipal à Saint-Jean-de-la-Ruelle, Loiret

Le collège Malraux et 3 groupes scolaires du sud de la ville sont depuis la rentrée en dispositif « ECLAIR » (*Écoles, collèges et lycées pour l'ambition et la réussite*). Il en est de même pour le collège Rostand à Orléans.

C'est un laboratoire de la déréglementation du système national d'éducation. Ce dispositif se substitue, aux forceps, sans consultation, aux dispositifs d'éducation prioritaires (ex ZEP...). Sous prétexte de la réussite des élèves, voilà un outil de destruction de l'école publique.

L'ambition de ce dispositif est axé sur le « socle commun des connaissances », programme au rabais mis en place par la droite afin de répondre aux critères d'employabilité du patronat. On nous promet de « sortir » quelques éléments d'élite pour mieux orienter les autres vers des emplois à basse qualification.

Au passage, des moyens d'enseignement (prof et assistants pédagogiques) et des moyens financiers ont disparu. Le recrutement des enseignants est devenu du ressort du chef

d'établissement ainsi que leur départ. Il a en outre plein pouvoir sur l'évaluation des professeurs et sur les méthodes. Il lui est donc possible de nommer professeur principal responsable d'une classe, une personne sans formation. Il est devenu un véritable « DRH » utilisant dans l'éducation les méthodes managériales comme les entreprises privées faisant tant souffrir les salariés.

L'idéologie de l'enseignement « sur mesure » de M. Châtel, le ministre, est une ineptie pédagogique. Elle vise à faire admettre par les familles la fatalité de la difficulté scolaire dont le seul responsable est le ministère parce qu'il détruit le système national public d'éducation.

Les élus communistes appuient la demande des personnels et de leurs organisations syndicales de mettre fin à ce dispositif, de donner les moyens au service public de faire réussir tous les élèves avec des conditions de travail des personnels dignes. Il faut cesser de supprimer des postes et en créer 150 000 au plus vite dans l'éducation.

Champigny mobilisé pour les jeunes sans affectation

Dominique Adenot a écrit au ministre Luc Chatel pour l'interpeller sur les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire.

Le 15 septembre, 10 jours après la rentrée des classes, 48 jeunes de Champigny n'avaient toujours aucune affectation. Parmi eux, 5 étaient âgés de moins de 16 ans. L'État a pourtant l'obligation d'assurer la scolarisation de ces jeunes ! Valérie Zélioli, maire adjointe à l'enseignement, est interve-

nue auprès de l'inspection, qui n'a pas donné suite à ses demandes et à refuser de recevoir une délégation de ces jeunes sans affectation.

C'est finalement par un recours au tribunal que les jeunes (malheureusement pas tous !) ont obtenu gain de cause : l'État a été condamné à verser une indemnité à leurs familles et l'inspecteur d'académie a été enjoint de proposer une affectation.

DÉFENDRE ET TRANSFORMER L'ÉCOLE MATERNELLE : SUIVI DE LA CAMPAGNE

Gironde : le PCF 33 pour la réouverture de classes de maternelle

La rentrée scolaire en Gironde se fait à flux tendu. Dans le primaire, les effectifs augmentent de plusieurs centaines d'élèves dont nombre en classe maternelle. Il manque 200 de professeurs des écoles, les classes en deviennent surchargées !

À l'heure où le ministre Chatel annonce qu'il veut passer de l'école pour tous à la personnalisation des parcours individuels, il n'est pas questions de mettre les moyens en personnels et en qualification !

Le PCF condamne fermement cette politique « scolaire » libérale et dénonce la réduction générale de 16 000 postes dans l'Éducation nationale en cette rentrée 2011-2012.

A contrario, il lance une campagne « d'ouverture de classes maternelles », dans le cadre d'un programme visant à revendiquer la scolarité obligatoire dès 3 ans et l'accueil des 2 ans avec tous les moyens nécessaires pour cet âge ! 10 000 tracts ont été distribués devant les établissements du primaire à Mérignac, sur la Rive droite, à Bègles, à Bordeaux...!

Le PCF33 soutient donc, toutes les mobilisations pour le maintien ou l'ouverture de classe comme cela s'avère impératif dans le Nord libournais ou dans le Médoc par exemple. Et ceci à la veille de la réunion de la *Commission technique paritaire départementale* visant à arbitrer les ouvertures/fermetures programmée au printemps dernier !

Mayenne

Une classe de maternelle ré-ouverte à Ambrières grâce à la mobilisation des parents et des enseignants.

Champigny : bataille pour la scolarisation des enfants de moins de 3 ans

Plus de 180 enfants de moins de trois ans n'ont pas été accueillis dans les écoles maternelles de Champigny-sur-Marne.

À l'initiative de la municipalité, les familles ont inscrit leurs enfants en Mairie pour la rentrée du 5 septembre. De nombreux enfants ont été refusés : faute de place dans les classes... Et surtout en raison du nombre de postes supprimés.

Luc Chatel, en visite dans la commune voisine du Perreux, aurait été bien inspiré de venir à Champigny, constater les dégâts dus à la politique menée depuis plus de 4 ans : 66 000 postes supprimés et 16 000 en moins pour cette année !

Les parents, les enseignants et les élus se sont rendus à l'Inspection de l'Éducation nationale pour exiger la scolarisa-

tion des enfants de moins de 3 ans. Mais les inspecteurs de l'Éducation ont préféré se rendre au Perreux pour accueillir le ministre au lieu de recevoir les parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

Il est temps de promouvoir d'autres choix pour la réussite de tous les jeunes et pour une école démocratique, ambitieuse et émancipatrice ! Tous les enfants doivent être accueillis dans les écoles maternelles ! Pour cela, il est nécessaire d'ouvrir des classes, notamment aux écoles M. Thorez, M. Denis, Frapié, Paul Vaillant Couturier, Anatole France.

Pour obtenir ces ouvertures de classes, les parents, les enseignants et les élus se sont rassemblés mardi 6 septembre devant l'inspection.

LE RÉSEAU ÉCOLE DANS LES DÉBATS

La **Fête de l'Huma** a accueilli de nombreux débats sur l'école. Les deux débats organisés par le réseau, autour de l'appel des parents des quartiers populaires et sur l'enjeu de l'école pour 2012, ont rencontré un grand succès. Marine Roussillon a aussi représenté le réseau École dans le débat de l'Agora de l'Humanité : *Comment combattre les inégalités scolaires ?* avec Bernadette Groison (FSU), Bertrand Geay (sociologue) et Jean-Toussaint Giacomo (parent d'élève, signataire de l'appel).

Le 28 septembre, **Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, représentait le Front de Gauche au colloque organisé par la FSU.**

À l'issue de ce colloque, la FSU a publié un appel à lire ici :

<http://pourinfo.fsu.fr/spip.php?article1624>

AGENDA

Formation du CIDEFE – 12 octobre

Un engagement éducatif pour une vision de société : quelle place et rôle des élus locaux ?

- Cathy Apourceau-Poly, conseillère régionale Nord Pas de Calais, responsable du collectif éducation de l'ANECR
- Gérard Aschieri, président de l'Institut de recherche de la FSU, membre du Conseil économique social et environnemental, ancien Secrétaire Général de la FSU
- Michel Hervieu, Vice-président FCPE nationale, président de la FCPE 93.

Paris 12e – 18 octobre

2012 : quelle école voulez-vous ?

École Charles Baudelaire (16 rue C. Baudelaire)

Avec Stéphane Bonnery, responsable du projet éducatif du PCF.

Mairie de Bondy – 21 octobre à 19h

Débat sur l'école organisé par le Front de gauche avec Guy Trésallet (FSU), un représentant du PG et un représentant du PCF.

Lyon – 10, 11 et 12 novembre

Quelle école pour quelle société ?

Ateliers organisés par ATD Quart-Monde.

Pour s'inscrire : ateliersecole@atd-quartmonde.org

Rouen – 24 novembre

États généraux de l'enseignement technologique et industriel en Haute-Normandie

Hémicycle du Conseil Régional de Haute-Normandie, 9h-17h15.

Co-organisés par le Collectif des enseignants de STI, la FSU, le Conseil régional de Haute-Normandie.

Grenoble – 25 novembre, 8h-11h

Réunion publique à l'initiative du Collectif pour un débat sur les enjeux de l'éducation et de la formation

Le Collectif interpelle les partis de gauche. Le PCF sera représenté.

Laroque des Albères (Pyrénées-Orientales)

26 novembre, 16h

De quelle école nos enfants ont-ils besoin ?

Rencontre citoyenne à l'initiative du collectif citoyen de Laroque des Albères. Avec un représentant du PS, un représentant des Verts et Miranda Cirasaro pour le réseau École du PCF.

une émission à écouter sur France Culture

Où vont l'école et l'université ?

avec

Pierre Macherey

auteur de *La Parole universitaire*

Christian Laval

auteur de *La Nouvelle école capitaliste*

<http://www.franceculture.com/emission-les-nouveaux-chemins-de-la-connaissance-ou-vont-l-ecole-et-l-universite-2011-09-16.html>

envoyez-nous vos comptes-rendus de débats, annonces d'initiatives...

reseau.ecole-pcf@orange.fr

L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Ce mois-ci, l'école a été au cœur de l'actualité, et *l'Huma* lui a consacré de très nombreux articles. En voici un échantillon, à relire et à diffuser...

Dans *l'Humanité des débats* du 9 septembre, une **table ronde : Le métier d'enseignant est-il en danger ?** avec Jean-Louis Auduc, directeur adjoint de l'IUFM de Créteil, Philippe Meirieu, professeur en sciences de l'éducation à Lyon II et Frédérique Rolet, cosecrétaire générale et porte-parole du Snes.

<http://www.humanite.fr/societe/le-metier-d%E2%80%99enseignant-%E2%80%A8est-il-en-danger%E2%80%89-table-ronde-479148>

L'Humanité a suivi la **rentrée des classes**, dans des conditions toujours plus difficiles

- Une rentrée des classes toujours plus chère (31 août 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/une-rentree-des-classes-toujours-plus-cher-478492>
- La pénurie budgétaire pèse sur les cartables ! (5 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/social-eco/la-penurie-budgetaire-pese-sur-les-cartables-478793>
- Peut-on laisser le gouvernement imposer la pénurie à l'école publique ? Par Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice (PCF). (8 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/une-rentree-calamiteuse-479042>
- Debout, il est l'heure de partir, c'est la rentrée des classes (6 septembre 2011). Comment ne pas étouffer en ces temps de crise et de rentrée scolaire ? Par Christophe Leclaire, auteur.
<http://www.humanite.fr/societe/debout-il-est-l%E2%80%99heure-de-partir-c%E2%80%99est-la-rentree-des-classes-478884>
- Luc Chatel, vénérable bâtisseur de l'école des élites (2 Septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/luc-chatel-venereux-batisseur-de-l%E2%80%99ecole-des-elites-478718>
- « Le gouvernement a renoncé à l'idée de faire réussir tous les jeunes », par Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU (5 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/social-eco/bernadette-groison-%C2%AB-le-gouvernement-renonce-l%E2%80%99idee-de-faire-reussir-tous-les-jeunes%E2%80%89%C2%BB-47>
- Cantine sélective : la FCPE dit non (13 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/cantine-selective%E2%80%89-la-fcpe-dit-non-479400>
- Pour la FCPE, la rentrée n'est pas « réussie » (21 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/pour-la-fcpe-la-rentree-n%E2%80%99est-pas-%C2%AB%E2%80%89reussie%E2%80%89%C2%BB-479968>
- Des milliers de « sans bahut » attendent de faire leur rentrée (15 septembre 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/des-milliers-de-%C2%AB%E2%80%89sans-bahut%E2%80%89%C2%BB-attendent-de-faire-leur-rentree-479579>

Et *l'Huma* était aussi au côté des enseignants pour la **mobilisation du 27 septembre**

- Éducation : l'enseignement privé fera aussi grève avec le public (8 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/education-lenseignement-prive-fera-aussi-greve-avec-le-public-479104>
- Les agaçantes contradictions du ministre Luc Chatel (27 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/les-agacantes-contradictions-du-ministre-luc-chatel-480353>
- Front uni et inédit pour défendre l'école (27 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/front-uni-et-inedit-pour-defendre-l%E2%80%99ecole-480348>
- Le PCF appelle à la mobilisation contre la casse du service public de l'éducation (26 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/education/le-pcf-appelle-la-mobilisation-le-26-septembre-contre-la-casse-du-service-public-de-leduca>
- Une mobilisation de première classe (28 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/une-mobilisation-de-premiere-classe-480424>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

- L'éducation, débat inévitable de 2012 (28 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/%E2%80%99education-debat-inevitable-de-2012-480426>

- *L'Humanité dimanche* prépare la manifestation avec un dossier *L'école en danger* :
<http://www.calameo.com/read/000749311c771714f7167>

Ailleurs en **Europe**, les enseignants se mobilisent aussi...

Les enseignants espagnols refusent de subir la règle d'or (23 septembre 2011) :

<http://www.humanite.fr/monde/les-enseignants-espagnols-refusent-de-subir-la-regle-d%E2%80%99or-480122>

Des études de plus en plus inquiétantes pour l'école française

- L'école française inquiète l'OCDE (14 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/%E2%80%99ecole-francaise-inquiete-l%E2%80%99ocde-479487>

- Éducation : les évaluations «trompeuses» du ministère (15 septembre, 2011) :
<http://www.humanite.fr/societe/education-les-evaluations-%C2%ABtrompeuses%C2%BB-du-ministere-479613>

Un numéro spécial sur le lycée (12 septembre 2011)

- Ils imaginent le lycée de demain. Rythmes scolaires, orientation, rapports profs-élèves, lutte contre les inégalités... près de 2000 lycéens d'Île-de-France ont témoigné de leurs attentes, à l'initiative du conseil régional. Florilège de ces « espoirs » de rentrée.

<http://www.humanite.fr/societe/ils-imaginent-le-lycee-de-demain-479311>

- Henriette Zoughebi « À Versailles ou à La Courneuve, tous les élèves veulent réussir ». Vice-présidente (PCF) de la région Île-de-France chargée des lycées, Henriette Zoughebi analyse les résultats de ces consultations :

<http://www.humanite.fr/societe/henriette-zoughebi-%C2%AB%C2%A0-versailles-ou-la-courneuve-tous-les-eleves-veulent-reussir%C2%A0%C2%BB-479316>

- Lycée : témoignages : « La vie, ce n'est pas un tapis roulant »

<http://www.humanite.fr/societe/lycee-temoignages-479315>

Une tribune sur la petite enfance (28 septembre 2011)

La petite enfance est attaquée, l'avenir de la société hypothéqué. Comment empêcher la politique gouvernementale de ruiner l'accueil des tout-petits ?

Par Dominique Lo Faro, conseiller municipal délégué à la petite enfance de Chevilly-Larue (94), Thérèse Herluc, adjointe au maire déléguée à la petite enfance Viry-Châtillon (91), Jeannick Le Lagadec, conseillère municipale déléguée à la petite enfance de Champigny-sur-Marne (94).

<http://www.humanite.fr/tribunes/la-petite-enfance-est-attaquee-l%E2%80%99avenir-de-la-societe-hypotheque-480441>

Un dossier sur les devoirs (22 septembre 2011)

- Les devoirs, une affaire de classe :

<http://www.humanite.fr/societe/les-devoirs-une-affaire-de-classe-480057>

- Séverine Kakpo « Une pression pour les familles ». La chercheuse Séverine Kakpo décrypte le poids pour les parents du travail à la maison. Quelle pression les devoirs exercent-ils sur les familles ?

<http://www.humanite.fr/societe/severine-kakpo-%C2%AB%E2%80%89une-pression-pour-les-familles%E2%80%89%C2%BB-480058>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Le 1er septembre, *l'Humanité* consacrait un dossier à la **démocratisation de l'enseignement supérieur**

- Le mur invisible. Éditorial par Jean-Paul Piérot.

<http://www.humanite.fr/societe/le-mur-invisible-478578>

- Enfants d'ouvriers à l'Université. Points de vue.

<http://www.humanite.fr/societe/enfants-douvriers-luniversite-points-de-vue-478581>

« Confronter les cultures classiques et populaires » par Lydie Salvayre, écrivaine ;

« L'échec du réformisme social-démocrate » par Yves Salesse, président d'honneur de la Fondation Copernic, conseiller d'Etat ;

« Une vengeance sociale » par Gérard Mordillat, écrivain et cinéaste ;

« Les droits d'inscription, une machine de ségrégation sociale », par Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT ;

« Une baisse du capital symbolique des diplômés » par Rolland Gori, psychanaliste et membre de l'appel des appels.

- Terra Nova, fossoyeur des pauvres.

<http://www.humanite.fr/societe/terra-nova-fossoyeur-des-pauvres-478583>

- Études supérieures. « Trop long, trop cher, trop démoralisant »

<http://www.humanite.fr/societe/etudes-superieures-%C2%AB%C2%A0trop-long-trop-cher-trop-demoralisant%C2%A0%C2%BB-478582>

- Les enfants d'ouvriers au ban du supérieur.

<http://www.humanite.fr/societe/les-enfants-d%E2%80%99ouvriers-au-ban-du-superieur-478579>

- Agnès van Zanten, « C'est le système éducatif dans son ensemble qui creuse les inégalités ». La sociologue Agnès van Zanten, spécialiste des politiques éducatives, s'inquiète des réponses « individuelles » du gouvernement au recul de la démocratisation. La démocratisation scolaire et universitaire est-elle en panne ?

<http://www.humanite.fr/societe/agnes-van-zanten-%C2%AB%C2%A0c%E2%80%99est-le-systeme-educatif-dans-son-ensemble-qui-creuse-les-inegalites%C2%A0%C2%BB-4>

Et d'autres articles sur **l'enseignement supérieur...**

- À Sciences-Po, une égalité de façade ? (7 septembre, 2011)

<http://www.humanite.fr/societe/sciences-po-une-egalite-de-facade-478974>

- Licence : des objectifs redoutables. Comment contrer la réforme bâclée de la licence défendue par le gouvernement ? Par Olivier Gebuhrer, Maître de conférences honoraire. (27 Septembre 2011)

<http://www.humanite.fr/tribunes/licence%E2%80%89-des-objectifs-redoutables-480351>

- L'université façon Bologne (20 Septembre 2011). Comment lutter contre la conception de la nouvelle licence ? Par Xavier Lambert, maître de conférences en arts plastiques, université de Toulouse-Le Mirail.

<http://www.humanite.fr/tribunes/l%E2%80%99universite-facon-bologne-479870>

Des analyses sur les **transformations de l'école** en cours ...

- Le business de la non-formation des profs (5 septembre 2011)

<http://www.humanite.fr/societe/le-business-de-la-non-formation-des-profs-478803>

- À Montreuil, des élèves de 6e font l'objet de fiches scandaleuses (23 septembre 2011)

<http://www.humanite.fr/societe/montreuil-des-eleves-de-6e-font-l%E2%80%99objet-de-fiches-scandaleuses-480192>

- Christian Laval : « l'école est au centre des nouvelles luttes des classes » (28 septembre 2011)

Co-auteur de la Nouvelle École capitaliste (La Découverte, 2011), ce sociologue, membre de l'Institut de recherches de la FSU, décrypte les conséquences de la logique d'entreprise appliquée, chaque année un peu plus, à l'éducation.

<http://www.humanite.fr/societe/christian-laval-l%E2%80%99ecole-est-au-centre-des-nouvelles-luttes-des-classes-480445>

- L'éducation au service de la division du salariat. Comment s'opposer aux dangereuses réformes de l'école ? Par Marine Roussillon, membre du Conseil National du PCF, responsable du réseau école.

<http://www.humanite.fr/tribunes/l%E2%80%99education-au-service-de-la-division-du-salariat-478687>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

... et des **propositions pour construire l'école de l'avenir**

- De la nécessité d'une pédagogie vive comme force politique. Quels projets pour renouer avec les exigences démocratiques de l'école publique ? Par Nicolas Mathey, enseignant.
<http://www.humanite.fr/tribunes/de-la-necessite-d%E2%80%99une-pedagogie-vive-comme-force-politique-478486>
- Refonder l'école pour l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre. Comment résoudre les problèmes que les élèves en difficulté posent à l'école ? Par Stéphane Bonnéry, responsable du projet éducatif du PCF, Maître de conférences en Sciences de l'éducation à l'Université Paris-VIII.
<http://www.humanite.fr/tribunes/refonder-l%E2%80%99ecole-pour-l%E2%80%99enfant-qui-n%E2%80%99-que-l%E2%80%99ecole-pour-apprendre-478828>
- Avant tout, il faut privilégier la maternelle et l'école élémentaire. Comment refonder l'école pour lutter contre les inégalités ? Claude Lelièvre, historien de l'éducation, membre de l'équipe de campagne de Martine Aubry.
<http://www.humanite.fr/societe/avant-tout-il-faut-privilegier-la-maternelle-et-l%E2%80%99ecole-elementaire-479303>
- Faire de l'enseignement agricole public une priorité et un atout. Comment répondre à la crise subie par la société rurale et le monde de l'agriculture ?
<http://www.humanite.fr/tribunes/faire-de-l%E2%80%99enseignement-agricole-public-une-priorite-et-un-atout-479868>
- L'école est la grande affaire des classes populaires. La réussite scolaire pour tous. Par Janine Reischadt, professeure, cofondatrice du Groupe de recherche sur la démocratisation scolaire
<http://www.humanite.fr/tribunes/l%E2%80%99ecole-est-la-grande-affaire-des-classes-populaires-480108>
- Les statuts des enseignants sont un bouclier pour l'intérêt général. De quels points d'appui dispose-t-on pour protéger l'école contre les intérêts privés ? Par François Cocq, Secrétaire national à l'éducation du Parti de Gauche, et Francis Daspe, secrétaire général de l'Agaureps-Prométhée.
<http://www.humanite.fr/tribunes/les-statuts-des-enseignants-sont-un-bouclier-pour-l%E2%80%99interet-general-480230>

Les invités de la semaine de l'Humanité nous ont parlé d'école

- Jean-Marie Harribey, économiste à Bordeaux-IV, membre du conseil scientifique d'Attac.
Si j'étais ministre de l'Éducation... (8 septembre 2011)
<http://www.humanite.fr/social-eco/jean-marie-harribey-si-j%E2%80%99etais-ministre-de-l%E2%80%99education%E2%80%A6-479053>
- Catherine Villalba. Militante à Toulouse, professeur de sciences économiques et sociales.
À quoi sert l'école ? Derrière la suppression des moyens, les réformes veulent en changer le sens. (13 septembre 2011)
<http://www.humanite.fr/invites/catherine-villalba-quoi-sert-l%E2%80%99ecole-derriere-la-suppression-des-moyens-les-reformes-veulent>
- Catherine Manciaux. Provisure, secrétaire générale du syndicat des personnels de direction de la FSU (snUpden-FSU). Semaine du 26 septembre.
Nous sommes tous fatigués, irritables, insatisfaits de notre travail qui nous paraît bâclé.
<http://www.humanite.fr/invites/catherine-manciaux-nous-sommes-tous-fatigues-irritables-insatisfaits-de-notre-travail-qui-no>
L'État ne paie plus les contrats aidés. Il fait des économies sur le dos des plus précaires.
<http://www.humanite.fr/invites/catherine-manciaux-l%E2%80%99etat-ne-paie-plus-les-contrats-aides-%E2%80%A8il-fait-des-economies-sur-le-dos->
Dans les quartiers sensibles, l'éducation nationale pratique le tri sélectif des élèves.
<http://www.humanite.fr/societe/catherine-manciaux-dans-les-quartiers-sensibles-l%E2%80%99education-nationale-pratique-le-tri-select>
Les terribles conséquences de la mise en concurrence de tous les acteurs de l'éducation.
<http://www.humanite.fr/societe/catherine-manciaux-les-terribles-consequences-de-la-mise-%E2%80%A8en-concurrence-de-tous-les-acteurs>
Avec l'autonomie, le gouvernement réussit à transformer insidieusement le système éducatif.
<http://www.humanite.fr/societe/catherine-manciaux-avec-l%E2%80%99autonomie-le-gouvernement-reussit-trans-former-insidieusement-le-sy>